



Déclaration préalable pour le CSA SD 40 du 14.11.2024

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du Comité Social d'Administration Spécial
Départemental des Landes,

Ce CSA SD des Landes se tient dans un contexte social de plus en plus tendu au regard de la pluie de mauvais coups du gouvernement illégitime Macron/Barnier contre les salariés, tout particulièrement les fonctionnaires et agents contractuels de la Fonction Publique, contre les retraités et la jeunesse, mais également les salariés du privé au gré d'annonces de plans sociaux massifs comme à Auchan, Michelin, Sanofi, Stellantis, Saunier-Duval, Valeo... et cette liste noire est loin d'être exhaustive !

Après l'annonce par la Ministre de l'Éducation Nationale, Anne Genetet, de 4000 suppressions de postes d'enseignants, dont 3150 pour le 1er degré et 180 pour le second degré public, le « ministre de la Fonction Publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique de France », « *tout un programme !* », Monsieur Guillaume KASBARIAN, parle de « *responsabiliser les agents* » et « *de lutter contre l'absentéisme* ». Ce sont des propos totalement méprisants et provocateurs que FO condamne avec vigueur. Ainsi, le ministre prévoit d'allonger de 1 à 3 jours le délai de carence pour les fonctionnaires et agents contractuels de la Fonction Publique, que sont par exemple les AED et les AESH, et de réduire le plein traitement du salaire perçu pendant un Congé de Maladie Ordinaire – CMO – de 100 à 90%. D'ores et déjà, ce recul social et ce camouflet à la Fonction Publique ont été votés en commission par le bloc bourgeois. Force Ouvrière, organisation syndicale libre et indépendante des frasques électorales et parlementaires pèsera de tout son poids pour le retrait puis l'abrogation de cette abjection ; abjection doublée d'une imbécillité prospective qui force l'admiration.

Avec l'annonce du gel du point d'indice pour 2024, donc du blocage des salaires, la suppression de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat, c'est l'annonce de trop, la goutte qui fait déborder le vase, car la coupe est pleine ! Comment accepter une telle violence antisociale ?

Au lieu de racketter les personnels sur les CMO, Monsieur Kasbarian et la ministre de l'Éducation Nationale devraient plutôt s'attaquer à la source des congés de maladie. La FNEC FP-FO rappelle que c'est la politique menée par les gouvernements successifs qui est la principale responsable de la dégradation de la santé des agents : suppressions de postes, contre-réformes (mutualisation des services, inclusion systématique sans moyen, évaluation PPCR, Bac Blanquer, Loi Rilhac, « Choc des savoirs », réforme des Lycées Professionnels... ..). Et dans le même temps, une médecine de prévention exsangue, sans moyens (*Quid de la visite obligatoire tous les 5 ans conformément aux textes en vigueur ? A ce propos, la FNEC FP-FO 40 demande la mise en place d'un plan pluriannuel afin que tous les personnels des*

Landes puissent en bénéficiant). Qui plus est, la FNEC FP-FO tient à souligner que les enseignants sont en première ligne, exposés plus que d'autres salariés aux maladies infectieuses et au risque de burn-out.

Monsieur le DASEN, sachez que la colère des personnels est d'un niveau rarement atteint. Dans tous les départements, les motions se multiplient dans les services, les écoles, les établissements pour rappeler les revendications, entre autres :

- L'abandon des 4000 suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires dans tous les secteurs de l'Éducation Nationale !
- L'abandon de tous les jours de carence et de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie à 90% !
- L'augmentation des salaires immédiate de 10% par le dégel du point d'indice ; ouverture de négociations pour rattraper les 28% de pouvoir d'achat perdus depuis 2000 !
- L'abrogation de la loi des retraites Macron-Borne de 2023 !
- L'abandon de l'acte II de l'école inclusive et la création d'un statut de la Fonction Publique de catégorie B pour les AESH

...

FO met dès à présent tout en œuvre pour construire le rapport de forces, dans l'unité syndicale, et préparer la « vraie grève », celle pour gagner sur les revendications, c'est-à-dire pas l'action dans la durée parsemée de « temps forts », mais la grève « à partir de... jusqu'à satisfaction ».

La FNEC FP-FO 40 se saisit de cette instance pour proposer aux autres fédérations syndicales du département une rencontre intersyndicale dans les meilleurs délais en vue d'un plan d'initiatives dans les Landes afin de mobiliser le plus largement possible tous les personnels de l'Éducation Nationale.

Dans les écoles des Landes, des postes manquent toujours.

Les remplaçants même s'ils semblent être en nombre suffisant en début d'année scolaire, sont placés sur des remplacements longs au fur et à mesure (des départs en retraite par exemple) et ils ne sont plus disponibles en fin d'année scolaire. FO demande toujours des créations de poste de TR.

Les RASED sont incomplets, et quand un collègue psychologue scolaire ou maître E est absent ou le poste non pourvu, il manque cruellement. Un exemple concret : pas de psychologue scolaire, pas de tests pour une orientation en SEGPA. Les RASED sont incomplets, il y a 2 maîtres G dans les Landes, leurs postes ont peu à peu disparu. FO demande des RASED complets : au moins un maître E, un maître G, un psychologue scolaire et une enveloppe de frais suffisante pour permettre leurs déplacements.

Les AESH absents ne sont pas du tout remplacés. Les élèves accompagnés sont parfois invités à rester chez eux. FO demande la création d'une brigade de remplacement d'AESH.

Les moyens humains manquent et l'annonce de la suppression de 3150 postes de professeurs du 1^{er} degré ne va pas dans le bon sens. En matière d'Éducation, comme dans beaucoup de domaines, comment peut-on faire plus avec moins ?

Pour le second degré, dans plusieurs collèges, des centaines d'élèves n'ont pas eu cours de français, d'éducation musicale pendant plusieurs mois. Des élèves d'ULIS ne peuvent bénéficier de leur dispositif que sporadiquement et subissent la valse des remplaçants et sont contraints d'aller en classe ordinaire.

La rentrée est également marquée par la mise en place forcée - contre l'avis des professionnels, qu'ils soient enseignants, personnels de direction, AESH ou même fédérations de parents d'élèves - de la réforme du « choc des savoirs ». Comme anticipé par FO, et contre toute déduction et toute induction, la mise en place des groupes de niveau - ou de « besoin » - s'accompagne d'une territorialisation accrue de l'Éducation nationale, avec un fonctionnement par établissement, voire par division.

Et la sixième ministre de l'éducation nationale depuis 2017 décide bien sûr de poursuivre en 2025 ce démembrement des conditions républicaines d'instruction, avec les IPR au garde à vous pour visiter les « dispositifs », ou cornaquer les groupes.

En juin dernier s'est créé le 15^{ème} syndicat de la FNEC FP-FO. Le SNCI-FO l'affirme dans son communiqué de septembre : *« Plusieurs fois ministre et commissaire européen, Michel Barnier est un fervent partisan des politiques de rigueur et de privatisation. (...) Comme Jean-Michel Blanquer et tous les ministres d'Emmanuel Macron, c'est un farouche opposant au cadre national de l'École publique et au Statut général de la fonction publique. »* Même les IPR s'organisent contre cette casse grossière et cet acharnement vulgaire contre les tenants de l'École Républicaine qu'ils ont dû accompagner depuis PPCR. Cet accompagnement est en cours d'achèvement.

S'agissant de la voie pro, le constat montre clairement une augmentation des effectifs avec 3195 élèves, soient 75 de plus dans nos LP, SEP et EREA des Landes par rapport à la rentrée 2023-2024 où l'on dénombrait déjà 66 élèves supplémentaires. L'enseignement professionnel semble donc attirer les jeunes de notre département, et c'est tant mieux. Pour autant, il semblerait que bon nombre de ces jeunes relèvent en réalité d'autres structures. De l'aveu même de l'ex ministre Belloubet, il y avait à la rentrée 24000 élèves scolarisés en « milieu ordinaire » faute de place dans les établissements et services médicaux-sociaux... Le département des Landes ne fait pas exception, et cette inclusion forcée n'entraîne que souffrance pour tous et dégradation des conditions de travail. A cela s'ajoute la réforme des Lycées Professionnels, mise en place, contre l'avis de tous. Les collègues se sentent méprisés dans leur expertise professionnelle, leur connaissance du « terrain », et se surajoute maintenant le stress de l'impréparation... A 6 mois du « fameux » parcours en Y de la terminale BAC pro, quel établissement est prêt ? Aucun ! Tout se fait à marche forcée, au pas de charge, rien n'est défini clairement mais il faut avancer...le mur n'est plus très loin ! Au mieux, on pourrait croire à de l'amateurisme, mais c'est bel est bien de la maltraitance que subissent les collègues !

Nous demandons l'abrogation de la réforme des LP et la mise en place d'une évaluation des réformes antérieures par un constat partagé.

La FNEC FP-FO vous demande l'autorisation, une fois n'est pas coutume, de commencer par le second degré et notamment le LP (GT à Bordeaux cet après-midi) et dépose en intersyndicale deux vœux au CSA SD de ce jour.

Les représentants de la FNEC FP-FO 40

Simon CLAEREBOUT

Thierry CLAMENS

Nicolas GUYARD